

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#16
NOVEMBRE
DÉCEMBRE
2011

AUSTÉRITÉ, AVENIR BRISÉ, ATTAQUES SOCIALES...



NON À LEUR TRIPLE A !

Ciao les gars !

Ciao Papandréou, élu avec le slogan « socialisme ou barbarie », et qui avait visiblement fait le second choix.

Ciao Berlusconi ! Il y aurait trop à dire de ses neuf ans de pouvoir étalés entre 1994 et 2011, de sa mainmise sur les médias, de sa vulgarité ultra-sexiste, de sa répression aveugle contre toute contestation, de sa complaisance vis-à-vis des néo-fascistes, des reculs sociaux inouïs imposés aux jeunes et aux travailleurs, du racisme, de l'impérialisme... Un journal entier n'y suffirait pas !

Ciao, mais pas bienvenue à leurs successeurs ! Papadémós et Monti auront pour tâche de faire exactement la même politique, de réaliser l'union nationale contre les classes populaires. L'extrême droite entre au gouvernement en Grèce... Elle y était déjà en Italie.

Impossible à l'heure où nous écrivons de prédire l'avenir de ces gouvernements. Seront-ils à leur tour balayés par la rue ? La crise politique va-t-elle s'approfondir jusqu'à une remise en cause des institutions ?

Et en France ? Ciao le triple A ! Le suspense ne durera pas jusqu'à la publication des résultats de l'agence de notation Moody's en janvier. Le 10 novembre, l'agence Standard & Poor's a annoncé le déclassement de la France... Puis s'est ravisée le 11, prétextant d'une erreur technique !

Alors qu'est-ce qu'on attend ? Que l'austérité soit officialisée ? C'est fait ! Que les discours xénophobes et autoritaires prennent le pas ? Non !

La voie nous est montrée par les formidables mouvements populaires, par les « 99% » de Wall Street, par les grévistes d'Oakland, par celles et ceux qui demandent la justice sociale

et la démocratie réelle ! En occupant les rues, la jeunesse appauvrie mais pas abattue crée un précédent historique. Chaque jour, elle reçoit le soutien de salariés, de syndicats, et même de retraités de l'armée qui viennent la protéger des flics !

Dans un système où tout est mondialisé, l'internationalisation des luttes n'est pas une option, c'est une nécessité. Attendre sagement les échéances électorales françaises, ce serait courir à la catastrophe et laisser dans leur mouise les peuples qui y sont déjà plus que nous.

L'épisode du référendum avorté en Grèce a montré que les « marchés » et leurs serviteurs ne redoutaient rien plus que la démocratie. L'alternative posée en 1915 par la révolutionnaire allemande Rosa Luxembourgeois – et honteusement reprise par Papandréou en 2009 – a plus d'actualité que jamais : ce sera le socialisme ou la barbarie !



Campagne du NPA : un écho aux résistances de la jeunesse



Les débuts de campagne Poutou rencontrent de véritables succès dans la jeunesse. À la fac de Toulouse-Le Mirail, Philippe a été accueilli jeudi 20 octobre par plus de 220 personnes. Une semaine plus tard, près de 170 personnes participaient à un premier meeting de campagne à la fac de Nanterre. Rendez-vous est pris en mars, cette fois avec le candidat. Dans d'autres villes, les premières initiatives sont également des succès : 70 personnes au meeting de l'université Paris 1-Tolbiac, une vingtaine à la réunion publique organisée par les jeunes du NPA à Reims, une quinzaine à Marseille...

Nous allons continuer d'organiser des réunions publiques dans un maximum d'endroits, de mener une campagne militante en direction de la jeunesse; une campagne qui associe des dizaines de jeunes, non-membres du NPA mais qui se reconnaissent dans son candidat. C'est le but des comités de soutien qui se mettent en place : faire entendre la colère de la jeunesse et sa volonté d'en finir avec ce système.

La campagne du NPA veut la relayer, populariser nos revendications pour que notre avenir passe avant leurs profits : l'interdiction des contrats précaires, la rémunération de tous les apprentis à au moins 100% du SMIC, des diplômes de qualité, reconnus dans les conventions collectives et accessibles à

tous et à toutes. Nous voulons imposer une allocation d'autonomie à hauteur du SMIC pour tous les jeunes de 16 à 25 ans. Elle serait financée par des cotisations sociales et gérée par des jeunes et des salariés élus. C'est la condition pour que chacun fasse ses études dans de bonnes conditions, décroche un diplôme, vive sa vie sans subir les contraintes du salariat étudiant ou les pressions de sa famille.

Toutes ces revendications sont issues des dernières mobilisations de la jeunesse, dans les entreprises d'intérim ou de restauration rapide, dans l'éducation, dans les quartiers populaires... C'est par les luttes qu'elles s'imposeront.

Damien (Comité jeunes de Lille)

La pauvreté frappe aussi les jeunes

Un rapport du Secours catholique publié début novembre montre que la pauvreté est en augmentation chez les 18-25 ans : les demandes d'aide alimentaire s'accroissent non plus seulement pour des jeunes en situation de marginalité, mais aussi pour des étudiants, des jeunes en formation ou en demande d'emploi, des jeunes travailleurs, des familles monoparentales, des jeunes femmes, notamment.

Voilà qui illustre, si besoin était, l'urgence des revendications portées par le NPA dans la campagne électorale. À moins que, comme le gouvernement, on attende que les associations humanitaires pallient aux manques de l'État... Ou que le Christ revienne distribuer du pain pour la population !

Les dettes ne touchent pas que les États...

Depuis 2000, les frais de scolarités dans les universités des États-Unis ont plus que doublé. Résultat, près des deux tiers des diplômés sont endettés après quatre ans d'études. La dette moyenne par étudiant s'élève à 23 000 dollars. Elle peut monter jusqu'à 100 000 dollars pour les diplômés de master. On comprend mieux pourquoi les rassemblements de jeunes « Indignés » ont un tel succès outre-Atlantique... On comprend moins bien pourquoi la convention de l'UMP du 8 novembre dernier proposait la mise en place de prêts étudiants sur un montant de 20 000 euros !

La répression continue à Normale sup'

La direction de l'École Normale Supérieure de Paris a confirmé mi-octobre les sanctions prises par le conseil de discipline contre neuf étudiants fonctionnaires pour le soutien qu'ils avaient apporté aux personnels précaires en grève l'an dernier. Huit d'entre eux reçoivent un avertissement et le dernier un blâme. Le mouvement ayant été victorieux (les agents contractuels de la cantine et chargés du ménage ont obtenus des CDI), l'ENS cherche à prendre sa revanche par des mesures disciplinaires.

Signez la pétition pour la levée des sanctions : <http://www.cgt.fr/La-CGT-exige-la-levée-des.html>

Une petite victoire pour les jeunes sans-papiers

Le Tribunal administratif de Paris a débouté le préfet de la région Ile-de-France qui avait déposé un recours pour annulation de la délibération du Conseil régional apportant le « soutien des élu-e-s de l'assemblée régionale aux élèves majeurs sans papiers ». Comme les conseils d'administration de plus d'une centaine de lycées de la région, comme les Conseils de quatorze régions, l'Ile-de-France apporte donc officiellement son soutien et sa protection aux jeunes majeurs sans-papiers scolarisés.

Au-delà de ce soutien symbolique, la campagne « Jeunes majeurs » du Réseau éducation sans frontière continue. Il s'agit de recenser les élèves sans-papiers tant qu'ils sont encore scolarisés, et donc susceptibles de recevoir le soutien de leurs camarades de classe, professeurs, parents d'élèves, etc. C'est une fois qu'ils quittent le lycée qu'ils sont le plus en danger d'expulsion... D'où la frustration de la Préfecture !

Succès pour le 4ème FSQP

Le quatrième Forum social des quartiers populaires a réuni plus de 250 personnes les 11 et 12 novembre à Saint-Denis (93). Égalité réelle, contrôles au faciès, représentativité politique, logement, emploi... Étaient quelques uns des thèmes abordés par les militant-e-s associatifs, syndicalistes ou politiques réunis. Loin des discours politiques sur un énième « plan banlieue », de la stigmatisation des quartiers, de l'islamophobie ambiante, le FSQP est l'occasion pour les premiers concernés de discuter et de s'organiser pour faire entendre leurs voix et leurs revendications, avant, pendant et surtout après les échéances électorales à venir.

Un procès... indignant !

Onze « Indignés » de Paris et de villes françaises passaient en procès au TGI de Paris le 31 octobre. Le 19 septembre dernier, à Paris, quatre-vingts personnes, dont des Indigné-e-s de l'État espagnol, avaient été encerclées, gazées, rouées de coups et embarquées par la police. Onze avaient été placées en garde à vue pour « dégradations de biens d'autrui en réunion »... À savoir, avoir abîmé la vitre d'un fourgon de police ! La procureure requiert trois mois de prison ferme. Alors que le mouvement pour une démocratie réelle s'étend dans le monde entier, voilà les procédés utilisés pour l'étouffer en France... Plus on la demande, plus la démocratie recule !

Les fiches, ce n'est pas que pour réviser

Signe des temps électoraux, l'idée du fichage des enfants « à problèmes » refait surface. Le ministère de l'Éducation nationale devrait proposer aux inspecteurs une grille d'évaluation permettant de « dépister » les enfants à risque.

Dès l'âge de cinq ans, ils seraient soumis à une série d'épreuves et de tests sur leurs comportements, leurs modes d'expression, leurs réactions, entre autres, débouchant sur un classement en trois groupes : RAS, « à risque », « à haut risque ».

De l'encadrement militaire des jeunes, voté par l'Assemblée nationale le 12 octobre, au fichage des enfants, voilà la conception de l'éducation à l'UMP. C'est toujours moins cher que d'embaucher des profs, des médecins scolaires et des assistant-e-s sociales...

« Vous êtes lesbienne ? Vous ne pouvez pas donner votre sang. »

Voilà ce qu'a entendu une Italienne venue donner son sang à la clinique Umberto I, à Rome. Contrairement à la France, qui officialise l'homophobie dans le don du sang, la loi italienne précise pourtant que « L'homosexualité n'est pas un motif d'exclusion ». Mais tout reste à la discrétion des médecins, que rien n'empêche de bloquer un gay ou une lesbienne. De part et d'autre des Alpes, on attend toujours la fin des discriminations et des clichés sur l'homosexualité qui serait en soi une conduite « à risques ».



Quelques vidéos...

... pour comprendre l'ampleur des mobilisations... Et de leur répression par les forces de l'ordre à travers le monde

Les Indigné-e-s de Wall Street (New-York) : <http://www.youtube.com/watch?v=02559SdA-gQ>

La grève et l'occupation à Oakland (Californie) : <http://www.youtube.com/watch?v=5CcjEDBlixA>

et : <http://www.youtube.com/watch?v=QngE6kKk8Lg>

À Rome : http://www.youtube.com/watch?v=oaMD4QlvGUE&feature=player_embedded#!

Descente de la police contre le blocage des profs et des élèves au lycée Balzac (Paris) : http://www.wat.tv/video/heurts-entre-policiers-eleves-4f4pr_2eyt7_.html

... pour comprendre la dette publique : <http://www.youtube.com/watch?v=ZE8xBzclYRS>

et les crises du capitalisme : <http://www.youtube.com/watch?v=FE0328KzFLc>

Grèce générale !

Hausse de l'âge du départ à la retraite, privatisations des services publics, baisse du revenu des fonctionnaires de 25%, multiplication par dix de certaines taxes... La liste des attaques contre le peuple grec n'a de cesse de s'allonger. La situation des jeunes et des travailleurs est plus catastrophique que jamais, avec désormais un tiers de la population vivant sous le seuil de pauvreté et un taux de chômage record, atteignant presque les 50% chez les jeunes. Face à ces mesures, des résistances massives ont lieu et le peuple grec affirme de manière exemplaire sa détermination à ne pas payer la crise des capitalistes.

Un pas de côté pour Papandréou

Le 31 octobre, l'annonce par le premier ministre Papandréou d'un référendum concernant la mise en application du plan de sauvetage proposé par l'Union européenne a déclenché une véritable panique auprès des marchés financiers et des gouvernements européens. Ces derniers ont dès lors soumis la Grèce à un chantage particulièrement odieux : accepter le plan de sauvetage ou quitter l'UE. Ce plan n'est rien d'autre qu'une aide aux banques qui détiennent la dette grecque. Il s'accompagne d'une nouvelle vague d'austérité. Le gouvernement Papandréou avait, jusque là, appliqué sans hésiter les plans d'austérité. Des résistances massives

perdurent et s'amplifient depuis plusieurs mois en Grèce. Loin d'une mesure démocratique, ce référendum était une tentative désespérée de sauver sa peau et de reprendre la main. Suite à cette annonce, la riposte de la population a été fracassante : deux journées de grèves et de manifestations de masse. La mobilisation a forcé la bourgeoisie à se débarrasser de Papandréou et à



ressortir une autre de ses vieilles ficelles : l'union nationale de la bourgeoisie contre les travailleurs.

Les capitalistes tentent coûte que coûte de reprendre la main sur la situation grecque. Le gouvernement d'union nationale dirigé par l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne, Papadémos, comprend la droite (Démocratie Nouvelle), les socialistes (PASOK), l'extrême-droite (Laos). La « gauche de la gauche » responsable, le Parti Communiste (KKE) et les antilibéraux (Syriza), donnent comme seule perspective aux travailleurs grecs d'avancer la date des élections, prévues pour février 2012. Quel que soit le prochain gouvernement, élu ou désigné, il aura pour seul et unique mandat l'application du plan d'austérité Merkel/Sarkozy. Cela ne laisse qu'une seule voie : élever encore le niveau d'affrontement et tendre vers un « tous ensemble » général et prolongé. Il faut inverser radicalement le rapport de force et mettre en avant les revendications indispensables à une victoire de notre camp social : refus de l'austérité, annulation totale de la dette et saisie des banques sous contrôle des travailleurs et de la population.

Pia, Léa (Comité jeunes de Rennes)

Révoltes de Villiers-le-Bel

Interview de Sékou KANTE, frère de Mara KANTE, accusé de tentative de meurtre sur des policiers

La politique du gouvernement en direction des quartiers se résume à gérer la misère et réprimer les révoltes régulières qui les touchent. Ces dernières années, on se souvient de novembre 2005 et de Clichy-sous-bois, et plus récemment Villiers-le-Bel :

En novembre 2007, deux jeunes à moto, Moushin et Laramy, sont percutés par une voiture de police et meurent suite à l'accident. Dans le quartier un sentiment d'injustice. Et puis, la révolte. L'indignation est due notamment aux médias, qui expliquaient que les policiers n'étaient pas responsables de la mort des deux jeunes.

Des jeunes sont inculpés suite aux révoltes. Résultat : cinq condamnations, trois pour tentative de meurtre (15, 12 et 9 ans de prison) et deux pour port d'armes et complicité de tentative de meurtre (3 ans). Mara, le frère de Sekou a été condamné à 3 ans de prison. Au moment du procès en appel, il a déjà effectué sa peine, vu qu'il a été incarcéré en 2007. A l'issue du procès en appel, il est finalement acquitté tout comme Samuel LAMBALAMBA. La condamnation à 15 ans de prison a été confirmée pour Abderhamane KAMARA, tout comme Adama KAMARA condamné à 12 ans. La peine d'Ibrahima SOW a été réduite de 9 à 3 ans.



Est-ce qu'il y a eu du soutien au moment du premier procès ?

Oui. Après les événements, une association a été créée par des habitants du quartier. Elle s'appelle RVJ (Respect, Vérité, Justice). Il y a eu des commémorations pour la mort de Moushin et Laramy. Des actions avaient été organisées avant le procès pour dénoncer l'utilisation de témoignages sous X et de témoignages payés. Pour expliquer les témoignages payés : après la révolte dans le quartier, des tracts ont été diffusés dans les boîtes aux lettres du quartier en proposant aux gens de témoigner contre des primes. Y'a toujours eu des indics dans le quartier mais les témoignages sous X, les primes, c'était la première fois.

Tu voulais parler de l'incarcération...

Oui. Ils ont été incarcérés dans plusieurs prisons : Bois d'Arcy, Fleury-Mérogis... Mon frère était à Fresnes. Il a été placé en isolement pendant les 11 premiers mois d'emprisonnement. L'isolement ça voulait dire qu'il ne pouvait pas savoir ce qui se passait à l'extérieur, par les médias. Dans le quartier d'isolement, il côtoyait des pirates somaliens (c'était au moment où il commençait à y'avoir des attaques contre des bateaux français dans l'Océan Indien), des pédophiles... Il avait quand même le droit à des visites.

Quelques mots sur la situation dans le quartier ? Est-ce qu'il y a eu du changement depuis 2007 ?

Déjà, y'a une vie dans le quartier, y'a une maison de quartier, des spectacles... Mais pas vraiment de changement depuis 2007. Sur la population, y'a une forte proportion d'immigrés. Les gens savent que toi t'es là parce que t'es noir, t'es arabe. Après, y'a aussi des français, de toute façon, les galères, la précarité, c'est la même pour tout le monde. Par rapport à la police, il y a beaucoup de contrôles d'identité, encore plus pendant la période du procès, sachant que Villiers c'est une ville plutôt calme.

Aujourd'hui, quel est ton sentiment sur la justice ?

[Les accusés] ont servi de boucs-émissaires. Le chef de l'Etat voulait des têtes, alors ils ont fait tomber des gens. L'instruction a été bâclée. Au premier procès, la juge n'était pas du tout impartiale. Dès le départ, elle était du côté des policiers. Pour la mort de Moushin et Laramy, il y a des policiers qui ont été mis en examen. Après, il faut pas se voiler la face, c'est bien qu'il y ait un procès et pouvoir se faire entendre mais y'a peu de chances que ça aboutisse à une condamnation.

Est-ce que tu penses qu'avec les élections en 2012, les choses peuvent évoluer ?

Un gouvernement c'est un gouvernement. Aujourd'hui, pour garder ses voix, il faut de la répression. Même si les têtes changent, ils feront la même chose au final.

Si tu voyais une chose à changer dans l'immédiat...

Aujourd'hui quand tu fais de la prison toutes les portes se ferment, le fait d'avoir un casier judiciaire ça empêche de s'en sortir. Personnellement, je travaille comme conducteur routier, en intérim comme beaucoup de personnes dans le quartier. On nous propose pas de CDI. Après on nous dit que le chômage baisse mais y'a pas de boulot stable. Sur les CV, on met pas Villiers-le-Bel, on dit qu'on vient d'Arnoville, qui est à côté, sinon les employeurs nous prennent pas. Mais déjà, si on faisait en sorte que la prison bousille pas ton avenir ce serait déjà bien. Personnellement, je travaille comme conducteur routier, en intérim comme beaucoup de personnes dans le quartier. On nous propose pas de CDI. Après on nous dit que le chômage baisse mais y'a pas de boulot stable. Sur les CV, on met pas Villiers-le-Bel, on dit qu'on vient d'Arnoville, qui est à côté, sinon les employeurs nous prennent pas. Mais déjà, si on faisait en sorte que la prison bousille pas ton avenir ce serait déjà bien.

Grève générale contre la vie chère à Mayotte

Depuis le 27 septembre 2011, Mayotte connaît l'un des plus grands mouvements sociaux de son histoire. Un mouvement de grève générale et illimitée a été lancé pour protester contre la vie chère et réclamer la baisse des prix sur onze produits de première nécessité. Le mouvement n'a cessé de prendre de l'ampleur au fur et à mesure. À

Mayotte, la population a un niveau de vie cinq fois inférieur à celui des habitants de la métropole. Depuis les années 90, la France a lancé un développement de l'île fondé sur un isolement régional construit par un pouvoir colonial. Depuis le début, la mobilisation est fortement réprimée. L'État français a lancé des blindés contre des manifestants pacifiques.

Les gendarmes usent et abusent de leurs flashballs. Ils ont coûté un œil à un enfant de neuf ans... Quelle que soit sa poursuite ou son issue, le NPA est solidaire du mouvement contre la vie chère à Mayotte et contre sa répression par l'impérialisme français !

Correspondant

Dans ce numéro

Dossier : l'avenir des révolutions dans le monde arabe Pages 4-5
Le rôle de la jeunesse
La place des femmes
Réflexions sur les élections en Tunisie
Libye : Kadhafi est mort, et après ?
Grèves ouvrières en Egypte

Théorie : C'est quoi la « révolution permanente » ? Page 6

Éducation Page 7
Fusions universitaires à Bordeaux
Retraites : les apprentis sanctionnés par le gouvernement
Interview de Sebastian Farfan, militant étudiant chilien

Livre de Sud étudiant sur le mouvement CPE Page 8
Les bonnes fées de l'UMP Page 8

L'avenir des révolutions

Les jeunes chômeurs au cœur des révoltes et révolutions au Maghreb

Qu'il s'agisse de la révolution tunisienne ou des mouvements qui se poursuivent en Algérie et au Maroc, les jeunes chômeurs ont largement pris place dans les manifestations. Les moins de 25 ans représentent près de la moitié de la population et leur taux de chômage atteint près de 50%. Ce chômage est expliqué par la corruption et le clientélisme pour l'accès aux postes qualifiés et par une économie sous-développée au service des multinationales. Elles recherchent une main d'œuvre à bas prix et peu ou pas qualifiée.

Humiliés, exploités, révoltés

Pour gagner leur vie, ces jeunes n'ont que peu de choix : enchaîner les petit boulots précaires et mal payés dans les centres d'appel étrangers (de télévente ou de hotline), faire des petits métiers de rue dans le secteur informel ou quitter le pays, pour chercher un travail en Europe, et suivre la route des Harraga (1).

La révolte déclenchée à Sidi Bouzid le 18 décembre 2010 s'inscrit dans un cycle de luttes ouvert au printemps 2008 dans tout le Maghreb. Au Maroc, la révolte de Sidi Ifni avait commencé chez les jeunes chômeurs. L'annonce de quatre postes de balayeurs

à pourvoir au port de la ville avait ameuté plus de quatre cents candidats. Le rassemblement s'était transformé en émeute contre le chômage et la misère. Des travailleurs de la ville les ont rejoint pour bloquer l'accès au port de pêche. La police de Mohammed VI répondit par la matraque, la prison et la torture. Au même moment, la jeunesse de Redeyef et Gafsa, en Tunisie, se soulevait, entraînant aussi la population dans sa révolte. Auparavant, c'était les jeunes de Gdyl, dans la banlieue autrefois rurale d'Oran, en Algérie, qui s'étaient révoltés, mettant le feu aux bâtiments du pouvoir. Dans les trois cas, la cause immédiate des révoltes était la même : les jeunes chômeurs en avaient assez de ne pas obtenir de réponse à leurs revendications, de voir les concours d'embauche privilégier des parents et des proches des gens du pouvoir, et d'être réprimés dans leurs tentatives de s'en sortir.

Pour ces jeunes en galère, l'humiliation est quotidienne. À Gdyl, les policiers avaient pris l'habitude de répandre du détergent sur les étals de poissons des jeunes précaires, étals « sauvages » puisqu'ils n'avaient pas accès aux étals officiels. C'est le même

scénario qu'à Sidi Bouzid, où le jeune chômeur Mohamed Bouazizi vendait des fruits et légumes sans autorisation. Les policiers lui avaient confisqué ses produits, provoquant son geste de colère et de désespoir. Geste qui a entraîné depuis des milliers d'autres jeunes chômeurs à ne plus se taire.

Correspondant

(1) On appelle souvent Harraga les migrants qui tente de passer en Europe, le mot signifie « ce qui brûle » en arabe, en référence aux papiers d'identité que les migrants brûlent avant de tenter la traversée de la méditerranée... mais aussi en référence à tous ceux qui perdent la vie au cours du trajet.



Palestine

La Palestine n'a pas été reconnue comme État membre à l'ONU. Ce n'est pas une surprise. L'ONU n'est pas un organisme de paix, mais bien une institution pour les intérêts des bourgeoisies. Il n'y a qu'à voir qui a le droit de veto au Conseil de sécurité : États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni... L'État israélien est un des principaux alliés des États-Unis au Moyen-Orient... Ils ont d'ailleurs coupé les crédits à l'UNESCO pour les « punir » d'avoir reconnu la Palestine. Le vote de reconnaissance de la Palestine à l'UNESCO reste marginal. Les deux votes n'auraient changé en rien la vie des Palestiniens. La colonisation sioniste se poursuit sans problèmes malgré les nombreuses résolutions de l'ONU ! C'est une opération de communication de la part de l'Autorité palestinienne et de Mahmoud Abbas pour se légitimer auprès des Palestiniens. Après une série de négociations renouvelée depuis les accords d'Oslo (1993), il lui fallait au moins une victoire. Comme le montrent les révolutions, celle-ci ne s'obtiendra pas dans les salons de la « communauté internationale ».

Quand les grandes puissances soutiennent les dictatures...

Le Bahreïn a été le théâtre de violents conflits en février et en mars qui ont fait des dizaines de morts. Les manifestants réclament des réformes politiques, sociales et économiques. Le gouvernement, aidé de l'Arabie saoudite, a lancé une opération pour reprendre le contrôle de la situation. Les tensions ont récemment escaladé. Vendredi 4 novembre, plusieurs milliers de chiites ont affronté les forces de l'ordre. La police a tiré des grenades lacrymogènes sur les manifestants.

Depuis plusieurs années, le ministère de la Défense français assure une partie de la formation de la garde du roi de Bahreïn, Cheik Hamad Ben Aissa al-Khalifa. C'est dans ce pays que se trouve le QG de la cinquième flotte et le port d'attache des bâtiments de guerre des États-Unis. L'allié saoudien y est très présent.

Alors, franchement, que pèsent les revendications démocratiques face à autant d'enjeux géopolitiques ?

Egypte, suite et pas fin

À la début du processus révolutionnaire Égyptien, le développement des grèves ouvrières a joué un rôle décisif précipitant la chute de Moubarak en quelques jours de grève générale seulement. Aujourd'hui, malgré un gouvernement militaire digne de l'ancien pouvoir, autant en termes de répression que de restriction des libertés, les travailleurs égyptiens ne lâchent pas l'affaire : grèves, création de syndicats indépendants, etc.

La classe ouvrière toujours debout

Le conseil militaire au pouvoir continue de représenter le système Moubarak et met en place des lois qu'il n'avait pas osé instaurer. Sous couvert de « défense de la révolution » et de « la protection de l'économie du pays » le CSFA (1) a promulgué une loi criminalisant les grèves. Des travailleurs de la compagnie Petroget ont déjà été condamnés tandis que d'autres ont été transférés au parquet militaire. La police est réapparue dans les rues, réprimant avec violence les manifestations (assaut de la place Tahrir début juillet, répression de l'occupation copte à Maspero où la police a écrasé les occupants avec des chars, etc.). La législation en vigueur bloque la légalisation des partis politiques ayant joué un rôle majeur pendant la révolution.

Kadhafi est mort, et après ?

Kadhafi n'était ni progressiste ni anti-impérialiste. La mort du « Guide de la grande révolution de la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste », marque un point de non-retour dans le processus révolutionnaire en Libye, et dans l'ensemble des pays arabes. C'est un exemple encourageant pour les peuples qui eux aussi ont prit la voie de l'émancipation contre la terreur et les massacres.

Les dictatures doivent (toujours) tomber !

Si victoire il y a, elle vient du bas et pas de l'offensive impérialiste de l'OTAN ! Malgré des déclarations grandiloquentes, les motivations de l'expédition menée par Sarkozy n'étaient en rien animées par la volonté de libérer un peuple du joug d'un tyran.

Rien de notable n'a amélioré la vie quotidienne de la population. Le gouvernement étudie la proposition d'un salaire minimum de 700 livres égyptiennes (LE), une véritable injure alors que les travailleurs réclament un salaire minimum de 1200 LE. Aujourd'hui encore, un jeune médecin touche 150 LE (18 euros) alors qu'un kilo de poulet coûte 20 LE.

Les mobilisations continuent tandis que les travailleurs s'organisent. À partir de revendications sur l'amélioration des conditions de travail, les augmentations salariales, contre la corruption et la répression, de nombreux secteurs ont organisés des grèves et des manifestations après le mois de Ramadan (profs, textile, médecins, employés des impôts, des minoteries ou des sociétés publiques de sucre...). Dans les Télécoms les travailleurs exigent le renvoi d'une direction accusée de détournement de fonds, l'augmentation des salaires et l'ouverture des livres de compte. De nombreux syndicats indépendants voient le jour (de 70 à 140 alors qu'il n'en existait que trois avant la révolution) même s'ils se limitent souvent à une seule entreprise. Ce nouvel élan a permis de rassembler en une seule entité le secteur public du textile. Les mobilisations ont permis de juger le secrétaire général de l'Union des ouvriers d'Égypte (ancienne centrale syndicale officielle) et de dissoudre

sa commission administrative. Elle avait participé à l'attaque de la place Tahrir et après la révolution continuait à fournir des informations à la police. Aujourd'hui, malgré la forte répression policière, les mobilisations se poursuivent. De nouveaux secteurs continuent de se mettre en grève.

Alexandra et Marthe

(Comité jeunes Aix-Marseille)

(1) CSFA : Conseil suprême des forces armées

Sources :

<http://orta.dynalias.org/solidint/depot/solidint/bulletin-37-bis-2011-06.pdf>

<http://www.monde-diplomatique.fr/2011/03/KEMPF/20245>

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1037>

l'interlocuteur privilégié, indispensable des nouveaux responsables, en imposant le CNT aux manettes, les impérialistes s'assurent la fidélité d'une nouvelle élite. Elle n'est en rien l'émanation du peuple. Sa figure de proue, Moustafa Abdel Jalil, est l'ancien ministre de justice de Kadhafi.

Le CNT, à peine l'intervention militaire terminée, accueillait déjà à Tripoli les représentants des multinationales, pressés de bénéficier de la vente des ressources libyennes. Depuis, ses représentants, sans aucune consultation, ont réintroduit la polygamie et interdit le divorce...

Contre la spoliation des richesses et la dictature, le processus révolutionnaire est loin d'être terminé.

KAZ (Comité jeunes du Mans)

Son exécution sommaire est une aubaine : pas de procès, pas de compte à rendre pour ses anciens complices économiques et politiques. Les affaires peuvent continuer. En apparaissant comme

dans le monde arabe

Les femmes au premier rang

« Pas de démocratie sans égalité » ont scandé les manifestantes durant les processus révolutionnaires arabes. Les femmes ont été parmi les éléments déclencheurs des mobilisations. En Libye, le mouvement contre Kadhafi a débuté par la révolte des mères des prisonniers politiques. Elles ont les premières bravé l'interdiction de manifester le 15 février, avant d'être rejointes par les jeunes et les travailleurs. Place Tahrir, au Caire, les Égyptiennes ont défié Moubarak pendant des semaines avant qu'il tombe. En Tunisie, les femmes étaient également au premier rang des manifestations contre Ben Ali.

Combattantes !

Malgré cet engagement dans les luttes de libération, les femmes brillent par leur absence dans les directions des mouvements. Les droits des femmes constituent pourtant un enjeu majeur dans ces pays où les inégalités sont très marquées. 97% des Libyennes sont contraintes de porter le voile. Elles disposent pourtant du droit de vote, sont 60% à travailler, et doivent aller à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans. Le code de la famille tunisien est particulièrement réactionnaire (inégalité au niveau de l'héritage par exemple). En Égypte, 96% des fillettes sont excisées.

De nombreuses femmes ont été victimes de violences pendant les processus révolutionnaires. C'est souvent le cas dans les situations de guerres ou de conflits armés. Les femmes subissent des formes spécifiques de violences, notamment sexuelles, déployées pour atteindre des objectifs militaires. En Libye, un rapport d'Amnesty International dénonce les viols et les crimes de guerres commis autant par les troupes kadhafistes que par les rebelles. Le Conseil national de transition n'entend pas même lancer d'enquête à ce sujet... En Égypte, l'armée, désormais au pouvoir, a contraint des femmes révolutionnaires à subir des tests de virginité. Ces agressions sexuelles avaient

Élections en Tunisie : ni rire ni pleurer, lutter !

Dix mois après le déclenchement du processus révolutionnaire qui a fait tomber Ben Ali, les Tunisiens ne savent pas encore comment vivre les premières élections pluralistes du pays.



pour objectif de prouver que les femmes qui voulaient poursuivre la lutte étaient en fait des prostituées ! Les Frères Musulmans et leur branche féminine, les Sœurs Musulmanes, cherchent à gagner les élections et à réduire les droits des femmes, comme l'a également annoncé Moustapha Abdeljalil en Libye.

En Tunisie, la percée électorale du parti Ennahda suscite la crainte d'un recul du droit des femmes. Mais c'est sans compter sur la mobilisation des femmes du monde arabe : elles, qui ont mené des révolutions, n'accepteront pas le recul de leurs droits. Déjà des

manifestations ont eu lieu en Tunisie en réaction à la victoire des « islamistes ». Les Tunisiennes réclament une séparation du religieux et du politique et une complète égalité des droits. La lutte pour le droit des femmes ne passera pas par les urnes et les nouvelles institutions. C'est un rapport de force qui se construit dans la rue. L'année, dernière, dans l'explosion arabe, les femmes ont fait la démonstration qu'elles en étaient capables !

La réaction respectable ?

Les premières déclarations du directeur du bureau exécutif de Ennahda n'ont pas été pour ceux qui ont fait la révolution. Les travailleurs, les jeunes, les chômeurs et tous les laissés pour compte aspirant à la liberté, à la dignité et à des conditions de vie décentes, en étaient absents. C'est aux investisseurs tunisiens et étrangers, à ceux qui ont pu en toute impunité surexploiter et piller sous la dictature de Ben Ali qu'il s'est adressé : « Nous espérons très rapidement revenir à la stabilité et à des conditions favorables à l'investissement ». Le programme économique de Ennahda est dans la droite ligne des solutions préconisées par le FMI et la Banque mondiale, avec leurs cortèges de privatisations, de licenciements et de démantèlements des services publics.

manifestations ont eu lieu en Tunisie en réaction à la victoire des « islamistes ». Les Tunisiennes réclament une séparation du religieux et du politique et une complète égalité des droits. La lutte pour le droit des femmes ne passera pas par les urnes et les nouvelles institutions. C'est un rapport de force qui se construit dans la rue. L'année, dernière, dans l'explosion arabe, les femmes ont fait la démonstration qu'elles en étaient capables !

Lucie (Comité jeunes Jussieu)

Ennahda est aussi une organisation de la réaction. Derrière le discours démocratique et de respect des libertés une autre réalité se profile. Souad Abderrahim, représentante d'Ennahda, a déjà déclaré que les mères célibataires sont une infamie dans une société arabo-musulmane telle que la Tunisie. Elle a incriminé les mères célibataires et a souligné qu'il serait honteux d'essayer de trouver des solutions concernant la situation abominable de ces dernières ! Un début de résistance s'organise : récemment l'organisation des femmes démocrates a organisé une manifestation sur la place de la Khasbah. Suite à l'agression d'une enseignante par les salafistes parce qu'elle portait une minijupe, les enseignants des universités de Tunis se sont mis en grève en soutien. Si Ennahda dit condamner ce type d'actions, elle les tolère néanmoins.

Les luttes continuent, notamment dans le secteur du tourisme, où une grève a eu lieu début novembre, pour l'augmentation des salaires et la titularisation de salariés. La grève a été très suivie et a donné lieu à une manifestation à Sousse. Les grèves continuent aussi dans le secteur du textile, de La Poste, de la SNCF...

De Tunis à Paris, c'est la rue et pas les élections qui permettront de ne pas payer la crise!

Sarah (Comité jeunes 92 Nord)

(1) Le succès de Ennahda est à relativiser : si ce parti a recueilli 41 % des voix, 52 % des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes. Finalement sur 7,5 millions d'électeurs seuls 1,5 millions ont voté pour eux.



La police de Sarkozy complice de la dictature sanguinaire syrienne !

La répression se poursuit : les forces de l'ordre ont tué des dizaines de manifestants mercredi 9 novembre. Depuis le début du mouvement de contestation du régime de Bachar Al-Assad, plus de 3000 personnes ont été tuées en Syrie au cours de la répression. Le Centre culturel arabe syrien, situé à Paris, a invité jeudi 27 octobre l'adjoint du Ministre de la Culture en Syrie, alors que le régime envoie les chars contre la population, tire, torture, tue. Une trentaine de jeunes syriens ont décidé courageusement de réagir, en occupant le Centre. La réaction des autorités françaises est une fois de plus révoltante : les occupants ont subi des assauts de la police d'une rare violence, ils ont tous été arrêtés et mis en garde à vue. Le NPA, solidaire du peuple syrien, soutient l'action entreprise par les jeunes syriens et exige leur libération. Malgré ses pseudo-discours de condamnation de Bachar Al Assad, ces faits montrent dans quel camp se place Sarkozy : qu'il dégage lui aussi !

Violences d'État au Yémen

Depuis janvier 2011, environ 875 personnes auraient été tuées dans les violences qui secouent le pays le plus pauvre des États arabes. La raison principale réside dans l'obstination avec laquelle le président refuse d'abandonner le pouvoir – ou alors seulement entre des mains qu'il aurait, au préalable, soigneusement choisies. Mardi 25 octobre, après un mois d'affrontements meurtriers (ayant causé 170 morts dès la première semaine et encore une vingtaine de morts à Sanaa, samedi 22 octobre), une trêve a été signée dans la capitale. Elle devait concerner les forces en présence. Or, elle n'a pas été respectée, quinze morts étant à nouveau à signaler pour la seule journée du 25 octobre, à Sanaa ainsi qu'à Taëz, autre grande ville du pays. En Libye, les gouvernements occidentaux virent Kadhafi, au Yémen ils couvrent d'autres massacres.

Tunisie, Egypte : un processus de révolution permanente !!?

De Tunis au Caire, les dictatures sont tombées sous la pression du peuple. Le processus révolutionnaire qui secoue le pourtour méditerranéen à été traduit par les bourgeoisies occidentales comme une volonté seulement démocratique et non pas par une volonté de prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Dans cette vision, les révolutions sont une simple étape pour les pays sous domination impérialiste pour accéder aux valeurs démocratiques bourgeoises. La classe ouvrière, qui mène des luttes depuis une dizaine d'années en Tunisie et en Egypte, a-t-elle donc lutté pour mettre en place son propre moyen d'oppression ? Si les travailleurs ont réussi à renverser un dictateur et à mettre à mal l'appareil d'État, pourquoi continuent-ils à tolérer d'être exploités par leurs patrons ? C'est pour cela qu'il est intéressant de se replonger dans l'analyse de Trotsky sur la théorie de la révolution permanente, à la fois outil d'analyse des révolutions passées et également un moyen d'action.

La naissance de la théorie de la Révolution Permanente

Revenons en 1905, avec l'échec de la révolution en Russie. Il s'agit alors de définir l'action révolutionnaire. L'idéologie marxiste sociale-démocrate dominante, pense que la révolution ne sera que démocratique et effectuée par la bourgeoisie. Trotsky théorise alors à contre-courant le fait que seul le mouvement ouvrier soutenu par la paysannerie peut accomplir la révolution démocratique en Russie. Sa pensée ne s'arrête pas là : il annonce qu'il est possible d'aller encore plus loin, de prendre des mesures plus radicales en s'attaquant à la propriété privée des moyens de production, de répartir les richesses et de mettre en place un pouvoir des travailleurs.

Et c'est ce qui se passe en 1917. Une fois au pouvoir, la dynamique de la lutte de classes oblige les révolutionnaires d'Octobre à prendre des mesures explicitement socialistes. Confrontés au boycott économique des classes possédantes et à la menace croissante d'une paralysie générale de la production, les bolcheviks et leurs alliés ont été conduits à exproprier le capital : en juin 1918, le Conseil des Commissaires du Peuple décrète la socialisation des principales branches de l'industrie.

La révolution de 1917 a donc connu un processus de développement révolutionnaire ininterrompu depuis sa phase « bourgeoise démocratique » (inachevée) de février jusqu'à sa phase « prolétarienne socialiste » qui commence en octobre, ouvrant une période de transition vers le socialisme.

Un développement inégal...

Trotsky part d'un constat : il y a une inégalité dans le rythme de développement des différents pays du monde. En ce début du XXème siècle, certains pays ont atteint des degrés de développement (économique, social, technologique...) plus avancés que d'autres. Mais contrairement à une vision mécaniste, il analyse que le développement des pays « retardataires » ne se fait pas de manière linéaire, progressive, régulière, en respectant les mêmes étapes que leurs prédécesseurs... Les pays retardataires sont forcés d'avancer par bonds !

... et combiné

Non seulement, les pays retardataires avancent par bond, mais en plus il y a une fusion des différentes phases de développement. Il y a une combinaison, dans la même société, d'éléments archaïques et d'éléments ultra modernes, qui viennent des pays impérialistes.

En Tunisie, avant la révolution, on avait une combinaison de secteurs économiques très dynamiques et/ou modernes (textile, tourisme, centrales d'appels, agro-alimentaire) et de secteurs très archaïques (économie informelle, vendeurs de rue, petite paysannerie).

Les pays impérialistes ne font pas qu'exporter des éléments de modernité dans les pays dominés. Ils en influencent le développement en totalité, le façonnent, en choisissant les branches d'activités qu'ils veulent développer, en fonction de leurs propres besoins, et en détruisant celles qui les gênent !

La Tunisie et l'Égypte sont spécialisées dans l'exportation, ce qui les rend dépendantes des pays dominants. De même, l'impérialisme force de nombreux pays dominés à s'enfermer dans la monoculture de produits (textile en Égypte), ou bien dans le tourisme (c'est le cas de la Tunisie), qui ne répond à aucun besoin de la population locale... Voilà le genre d'impasse dans laquelle se trouve la jeunesse de ces pays, y compris aujourd'hui, ce qui la force en partie à l'émigration...

Mais ce développement inégal et combiné réserve aussi des surprises. Trotsky prend l'exemple de la Russie : il y a un passage immédiat du moujik, qui cultive la terre de son seigneur avec des outils archaïques, à la méga-usine ! Sans passer par deux siècles de petit artisanat, de manufacture, de petite usine, de moyenne usine... On passe directement de la pioche à des énormes machines et à des entreprises multinationales, ou mieux : on a les deux en même temps, avec tout ce que cela entraîne comme contradictions. La classe ouvrière russe en 1914 est plus concentrée qu'aux États-Unis, c'est à dire qu'elle travaille dans des

usines gigantesques et ultra-moderne (50% des ouvriers travaillent dans des grosses usines à Moscou contre 18% aux US) !

Nécessité et impossibilité des révolutions bourgeoises

Une des principales conséquences politiques du développement inégal et combiné, c'est que dans les pays capitalistes périphériques, la bourgeoisie nationale est faible. Du coup, elle n'a jamais joué le rôle historique « progressiste » qu'elle a joué dans les vieux pays capitalistes, c'est à dire de réaliser certaines transformations sociales, qu'on peut appeler les tâches démocratiques ou nationales des révolutions bourgeoises (ex: libertés d'expression, d'organisation...). C'est ce qui s'est passé en France en 1789.

Elles subissent l'influence des capitaux impérialistes, qui les dominent et limitent leur autonomie, mais qui leur permettent aussi d'être intégrées au marché capitaliste mondial et les laissent pomper une part significative des richesses. Elles ont donc trop à perdre à se confronter à l'impérialisme. Surtout, ces bourgeoisies nationales trouvent face à elles un prolétariat, qui se développe et se concentre, et qui représente de plus en plus une force sociale autonome et menaçante. Or, pour tenter un affrontement avec l'impérialisme, c'est à dire pour jouer leur rôle historique, ces bourgeoisies devraient forcément s'appuyer sur le prolétariat, le faire combattre en première ligne... Et cela leur apparaît, à juste titre, comme un pari beaucoup trop risqué !

Résultat : les pays capitalistes périphériques sont maintenus prisonniers de la pauvreté, de l'idéologie réactionnaire, de la dictature, du pillage impérialiste... Du moins tant que les missions révolutionnaires que la bourgeoisie refuse de réaliser ne sont pas assumées par un remplaçant de choix : la classe ouvrière !

Le rôle central de la classe ouvrière

De par sa force collective et par sa place dans le système de production et sa capacité à s'organiser, la classe ouvrière est la seule capable de mener la révolution jusqu'au bout car elle seule peut unifier les opprimés.

On l'a vu, de nombreuses grèves ont été les prémisses des révolutions arabes, mais ce qui est considéré comme le symbole déclencheur de ces révolutions fut l'immolation du jeune Mohammed Bouazizi, symbole de la précarisation de la jeunesse : il n'arrivait pas à trouver du travail. L'exemple de l'Égypte montre bien l'importance des travailleurs dans la révolution : Mubarak a réagi tout d'abord aux manif massives en faisant cesser d'autorité le travail dans tout le

pays et a cherché à créer la panique pour favoriser la répression. Quand il a compris qu'il ne réussirait pas à réprimer le mouvement, il a changé de tactique en essayant de l'isoler. Il a voulu ramener le pays à une situation normale. Mais la manœuvre a échoué : les travailleurs, qui avaient massivement participé aux manifestations en tant qu'individus, se sont retrouvés sur leurs lieux de travail, en ont profité pour discuter, s'organiser et... déclencher des grèves dans tous les secteurs ! Ces grèves et occupations auront même permis aux travailleurs de Reddeyef (Tunisie) de virer leurs patrons et de s'autogérer : le pouvoir politique y était passé dans les mains de la classe ouvrière (le siège du pouvoir était le siège de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens), et l'État bourgeois tunisien y avait disparu !

Aujourd'hui la contre révolution tient le haut du pavé : victoire de Ennahda aux élections en Tunisie, paiement par le gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie de tranches de la dette, répression, etc. Mais dans tout processus révolutionnaire il y a des flux et des reflux. Si l'heure est au reflux, rien ne sera jamais plus comme avant. En Égypte, récemment, une manifestation a chassé des soldats et le chef de l'armée, et ça n'aurait jamais pu arriver sous Mubarak.

Surtout, les grèves continuent dans de nombreux secteurs (transports en Tunisie, phosphates en Égypte...). Les luttes sont un excellent moyen de politisation, et c'est au contact avec d'autres camarades en grève que de nouvelles revendications apparaissent. Ainsi, les Égyptiens et les Tunisiens se sont rendus compte qu'ils avaient la force de renverser un dictateur, ils peuvent ainsi prétendre à de nouvelles revendications économiques et sociales. Ces revendications liées aux premières revendications démocratiques pourraient mener à un combat pour le pouvoir politique pour la classe ouvrière.

Cependant une révolution socialiste isolée ne survivra pas très longtemps dans ce système capitaliste. Pour que la révolution soit permanente, elle doit s'étendre à l'ensemble de la planète. Le mouvement commencé en Tunisie a entraîné le Proche et Moyen-Orient et donne l'exemple aujourd'hui à de nombreux pays : Grèce, Espagne, Chili et États-Unis. Il est impossible de dire combien de temps cette vague révolutionnaire durera et dans quelle mesure les travailleurs et leurs organisations pourront se frayer un chemin vers le pouvoir, mais une chose est sûre : ils ne pourront pas apporter de solutions à leurs problèmes quotidiens (chômage, pauvreté, etc.) sans le faire.

Cécile, Elsa et Thomas

(Comité jeunes Paris 8)

Quelques lectures

1905, Léon Trotsky, Les Editions de Minuit, 1969.

La Révolution Permanente, Léon Trotsky, Les Editions de Minuit, 1963.

La Révolution Russe manquée, FX Coquin, Editions Complexe, 1985.

Le ressort économique des révolutions arabes, Problèmes économiques, No 3020, 25 mai 2011.

Michael LOWI - Actualité de la Révolution permanente, http://npa.jeunes.free.fr/spip.php?article321&var_recherche=r%C3%A9volution%20permanente

Formation - « Le rôle de la jeunesse et de la classe ouvrière dans la révolution – à la lumière des révolutions au Sud de la Méditerranée » http://npa.jeunes.free.fr/spip.php?article592&var_recherche=bensaid%20r%C3%A9volution%20permanente

CHILI : « Sortir par la négociation ou approfondir le mouvement »

Sebastian Farfán Salinas est le porte-parole de la Confech, exécutif national du mouvement des étudiants du Chili. Proche de la gauche radicale, il nous transmet sa vision du mouvement étudiant qui dure depuis six mois.

L'ÉA : quelles sont vos revendications ?

Sebastian : La principale est la gratuité de l'Éducation. Elle s'est élargie à d'autres comme l'accès aux services publics comme la santé, la renationalisation des ressources naturelles, le partage des richesses. La deuxième revendication centrale est d'abattre la constitution qui date de Pinochet.

L'ÉA : quelles sont vos perspectives ?

Sebastian : Comme le mouvement a pris beaucoup d'importance et s'est allongé, des groupes veulent en sortir par la négociation, d'autres veulent l'approfondir. Il y a eu deux journées de grève, les 18 et 19 octobre, avec plus de 300 000 étudiants dans la rue.

La contradiction principale, c'est que certains veulent reprendre les cours pour avoir leur année alors que d'autres sont prêts à tout perdre (la fin de l'année est en décembre). Si l'année ne reprend pas, le gouvernement menace de ne pas donner de moyens aux universités l'année prochaine.

L'ÉA : Et dans les autres secteurs ?

Sebastian : Les travailleurs soutiennent majoritairement le mouvement. Il y a eu des grèves dans les ports, la poste, les entreprises forestières et les mines. La grève générale du 25 août était énorme, avec des confrontations avec la police qui joue un rôle très répressif. Un camarade a été assassiné dans la nuit.

Il y a également un mouvement dans les lycées. L'année est totalement perdue sur certains, donc le mouvement continue. Les lycées municipaux, les plus pauvres, sont tous fermés. Les enseignants sont fortement mobilisés, mais plus sur les grosses journées qu'en reconductible.

L'ÉA : Comment le mouvement s'organise-t-il nationalement ?

Sebastian : Il y a d'abord les assemblées par filières, qui discutent du fond politique et votent pour des représentants qui composent la Fédération de l'Université, ce qui constitue en fait la direction du mouvement. Ces délégations de fac se regroupent chaque semaine dans la Confech (coordination nationale). Les délégués sont mandatés et révocables. La Confech a une direction (le porte-parolat) de huit membres, également mandatés et révocables.



L'ÉA : Peux-tu nous décrire le paysage politique au Chili ?

Sebastian : C'est la droite qui est au pouvoir en ce moment (Sebastián Piñera, un homme d'affaire ultra-libéral, semblable à Berlusconi).

Le Parti Communiste et la Concertación (PS) sont dans l'opposition. Le projet de la Concertación est de faire une opposition plus large (avec le PC et au-delà) pour reprendre le pouvoir.

Les années 80 ont été très dures pour la gauche radicale. À la fin des années 90, de nombreux groupes révolutionnaires ont décidé de s'organiser dans différentes universités, mais aucun n'avait de vrais liens. Ils se repliaient derrière leurs petites chapelles.

L'idée, pour la gauche radicale, est de se reconnecter avec les masses, pour avoir une influence auprès d'elles. Il y a une critique de plus en plus forte de la gauche radicale qui se replie sur soi. Notre ligne est de nous allier pour disputer la direction de la Confech, pour arriver à cet objectif. Il y a 20 000 étudiants adhérents à cette fédération seulement sur mon université, le Valparaíso. Tous les étudiants appartiennent à une fédération. Nationalement, 22 des 38 universités appartiennent au Collectif de gauche radicale « Etudiants Mobilisés ».

L'ÉA : La gauche radicale peut-elle profiter de ce mouvement ?

Sebastian : On essaie de faire du groupe des Etudiants Mobilisés de la Confech une force politique. C'est un processus. En janvier dernier il y a eu une première réunion avec plein de groupes divers. En février prochain, un grand congrès va davantage officialiser la création du nouveau mouvement politique (ce sera la sixième rencontre).

Propos recueillis par Amaël (Comité Sciences-po/EHESS)



LYCÉES : Le blocage, motif d'absence légitime et outil de lutte

Dans les lycées comme dans les facs, la question revient toujours lors d'une mobilisation : on bloque ? Difficile de savoir à quel moment le blocage est la forme d'action la plus adéquate. Quand on veut se mettre en grève ? Pour étendre la grève ? Lorsqu'elle commence à être majoritaire dans l'opinion ?

Un outil, pas un but

Il n'y a pas « un » bon moment. Chaque situation est unique. Tel lycée se fera péter son blocage dans la première demi-heure par les flics (ou par la détermination de lycéens voulant aller en cours), tandis que celui-ci tiendra une semaine.

Le blocage est le meilleur moyen pour les lycéens de ne pas être sanctionnés pour leurs absences. Dans une certaine mesure, cette action collective empêche que les parents exercent une pression pour les faire retourner en cours. Il donne le temps de discuter avec ceux qui ne sont pas encore en grève, de préciser ses revendications, de se répartir ce qu'il y a à faire... Et surtout d'aller manifester.

Le blocage n'est pas une fin en soi. On ne peut

se reposer sur sa tenue pour s'assurer la réussite du mouvement. Avoir des revendications claires, qui touchent aux conditions matérielles d'études et d'avenir, est essentiel pour avoir une crédibilité auprès des autres lycéens et des travailleurs.

Des assemblées générales, si possible régulières, sont une autre garantie de légitimité du blocage. Elles permettent d'impliquer tout le monde, et pas seulement un petit noyau, qui ne peut pas faire le mouvement à lui tout seul. On ne peut rien obtenir à se battre seuls. C'est pourquoi il est important de se renseigner sur d'éventuels autres bahuts en grève, de se coordonner avec eux, d'aller les débayer, de partir ensemble en manif...

Bilan d'octobre

Au mois d'octobre, l'exigence de garder deux mois complets de vacances a mobilisé au moins une centaine de lycées en France, dès le lendemain de l'envoi de SMS qui passaient le mot. Cette petite mobilisation est restée cantonnée à quelques endroits. Comme il n'y avait pas d'annonce particulière du gouvernement, elle a été stigmatisée dans les médias comme absurde, partant de

rumeurs... La question des vacances était l'étincelle mettant le feu aux poudres. Derrière, s'exprimait le ras-le-bol des classes surchargées, des postes vacants, de la crise, de Sarkozy.

Cette mobilisation s'est surtout faite par des blocages. À part le 11 octobre, journée de mobilisation inter-professionnelle, il y a eu peu de lycéens en manifestation, alors qu'ils étaient nombreux à bloquer leurs bahuts, à participer aux débrayages...

C'est en manifestant qu'on se rend visible des médias, des jeunes et des travailleurs, qu'on peut montrer notre nombre et notre détermination. Donner des idées aux travailleurs est justement ce que redoute tout gouvernement ! C'est ce qui a manqué en octobre dernier : de la structuration, des AG, des revendications, des manifestations massives... La transformation de la combativité en force de frappe. Ce n'est que partie remise !

Typhaine (Comité jeunes 92 nord)

Échos de mouvements...

Au Québec

Le gouvernement néolibéral de la province du Québec (Canada) prévoit d'augmenter les frais d'inscription à l'université de 325 dollars (234 euros) par an pendant cinq ans. En réaction les étudiant-e-s ont voté la grève pour une journée nationale de manifestation le 10 novembre. Plus de 100 000 étudiant-e-s ont débrayé. Les syndicats de travailleurs et des associations se sont joints à eux. La généralisation de la grève paraît inévitable. La gratuité de l'éducation est bel et bien un combat international !

En Serbie

Depuis la mi-octobre, les étudiant-e-s serbes se mobilisent à nouveau pour demander une baisse des frais d'inscription à l'université. Ils affirment à juste titre : « l'éducation n'est pas une marchandise ». Mais elle se paye très cher : 800 à 3 000 euros de frais d'inscription par an, dans un pays où le salaire mensuel par habitant atteint à peine 300 euros par mois. Après plusieurs manifestations à Belgrade et des villes universitaires, ils ont décidé d'occuper les locaux de la Faculté de philosophie, lettres et sciences sociales. L'occupation pacifique, tant les programmes culturels et éducatifs que la sécurité du lieu, est gérée par des AG.

En Colombie

Les financements publics représentent seulement la moitié des ressources des universités colombiennes... La « Ley 30 » (loi n°30) prévoit de les réduire ! Le 12 octobre plus de 200 000 étudiant-e-s et salariés ont manifesté dans vingt-trois villes « pour une Éducation gratuite, publique et de qualité ». Le gouvernement de centre-droit de Juan Manuel Santos entend poursuivre l'alignement sur le processus international de libéralisation de l'Enseignement supérieur... Résultat : un étudiant de Cali a été abattu par la police, d'autres ont été blessés et arrêtés. Chapeau à ce « démocrate » !

À Paris

Le 8 novembre, la police est intervenue pour forcer l'entrée du lycée Balzac à Paris (17ème arrondissement), bloquée par les lycéens et les personnels. Une grève avait été entamée le 3 novembre par les salariés protestant contre leurs mauvaises conditions de travail. Le 8, les élèves leur apportaient leur soutien. Ils l'ont payé cher. Une lycéenne a eu le tibia cassé par un policier, un autre a été blessé à l'arcade sourcilière... Avant d'être placé en garde à vue pour « rébellion, outrage et violence ». Lycéens et personnels enseignants et non enseignants sont en tous cas déterminés à poursuivre leur lutte, jusqu'au départ de la proviseure responsable de ces heurts.

L'UMP a des projets

Le 8 novembre toujours, l'UMP tenait sa convention sur l'Éducation. Elle n'a pas chômé ! Redéfinition des statuts et missions des enseignants, évaluations des profs par les proviseurs, autonomie des établissements (pour le recrutement des profs notamment), allongement de l'année scolaire de deux semaines (tiens, tiens !), personnalisation des parcours, fin du collège unique, prêts étudiants... Tout ce que la droite n'ose pas faire une année d'élections, elle le consigne soigneusement en attendant !

CONTE DE FÉES

Il était une fois un Président et sa femme, qui étaient si fâchés d'être au point mort dans les sondages, qu'ils décidèrent d'avoir un enfant. Quand la fille fut née, on lui fit une belle « une » dans le Figaro et Paris Match. On donna pour parrains et marraines à la petite Giulia toutes les fées qu'on pût trouver dans l'UMP, afin que chacune d'elles lui fasse un don.

Chacun prit sa place autour du berceau et commença à faire ses vœux.

La fée François Fillon s'approcha la première : « Tu auras de la rigueur, tu ne t'endetteras pas, tu n'attendras pas de tes parents qu'ils changent tes couches. De toutes façons, ta génération va apprendre à rester dans la merde... », lui dit-il.

Les fées Patrick et Isabelle Balkany lui succédèrent : « Tu resteras naïve toute ta vie. Tu me croiras quand je dirai que je suis l'homme le plus honnête du monde, qu'il n'y a pas de pauvres en France et que j'ai couché avec Brigitte Bardot », lui dit le premier. « Et les gens autour de toi seront tout aussi naïfs. Quand tu seras élue conseillère municipale de Neuilly, le jour de tes 18 ans, ils croiront que c'est grâce à tes capacités et non à ta famille », ajouta la seconde.

La fée Éric Besson prit place à son tour. Il promit : « Comme ta mère, tu te diras de

gauche tout en étant de droite. Comme ton père, tu sauras trahir tes meilleurs amis sans la moindre hésitation... Bref, tu seras comme moi. »

« De la maternelle à l'université, tu fréquenteras des établissements privés. De toutes façons, tu n'auras pas le choix puisque l'enseignement public n'existera plus d'ici que tu arrives à la crèche », annoncèrent les fées Luc Chatel et Laurent Wauquiez.

Derrière eux se tenait la fée Nadine Morano : « Tu ne mettras pas ta casquette à l'envers, tu ne parleras pas le verlan, tu ne critiqueras jamais ton père, tu seras sarkozyste jusqu'au bout des globules », lui dit-elle.

« Tu auras un doudou, mais pas plus. Un doudou ça va, c'est quand il y en a plusieurs que ça pose des problèmes », ajouta la fée Brice Hortefeux.

« Bonjour Madame le juge, je vous assure que je n'ai aucun souvenir de ces emplois fictifs dont vous me parlez », lui dit la fée Jacques Chirac, qui s'était trompée d'endroit et qu'on ramena rapidement dans sa maison de retraite.

« Malgré ton prénom étranger, tu éviteras les contrôles policiers. Tu annexeras l'Italie à la France en y rétablissant Silvio Berlusconi, injustement chassé de son poste », lui prédit la fée Claude

Guéant. « Mais fais quand même gaffe à ce vieux dégueu », l'avertit-il.

Le frère de Giulia, le Prince Jean S. de l'EPAD, lui parla ainsi : « Fais gaffe à pas me piquer ma place au conseil général du 92, sinon je te prends ton hochet. » Puis il se radoucit : « par contre, pour tes trois ans, je te donnerai la direction du Jardin d'acclimatation. »

« Quand je serai président en 2017, je te prendrai dans mon gouvernement pour me réconcilier avec ton père », promit quand à elle la fée Jean-François Copé.

« Si tu atteins la taille de ta mère, tu gagneras plus de cinq-mille euros d'argent de poche », lui dit la fée Johnny Halliday. « Mais si tu restes petite comme ton père, ce ne sera que deux-mille euros... Car « Aux p'tits qu'deux-mille ! » »

Mais soudain s'approcha quelqu'un qu'on n'avait pas invité. C'était la fée prolétarienne, une fée dont l'UMP ignorait même l'existence. Elle s'était bien manifestée ces dernières années, mais d'après le père de Giulia, cela ne se voyait pas...

Vexée qu'on ne l'ait pas invitée depuis plus de cent ans à partager les banquets de cette république bourgeoise, elle avertit l'assistance : « Avant que cet enfant ait atteint l'âge adulte, vous



Novembre-décembre 2011
www.npa2009.org
http://npa.jeunes.free.fr
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

perdez vos privilèges. Vos entreprises seront sous le contrôle des ouvriers qui les font tourner. Les décisions écologiques, sociales, économiques, politiques, seront prises par la majorité de la population. Les enfants seront égaux, apprendront dans les mêmes écoles, débarrassés des délires autoritaristes et de l'ordre moral. Votre classe sociale et votre caste politique dégraderont ! »

Toute l'UMP frémit à ces mots... Mais tout le monde savait que ce sortilège était trop puissant pour qu'on puisse y faire quoi que ce soit.

Fin



Critique et compte rendu d'ouvrage : Universités sous tension

Cinq ans après le mouvement de 2006, la plupart des étudiant-e-s et lycéen-ne-s mobilisé-e-s est en train de quitter les lieux études. La mémoire des luttes se transforme invariablement en histoire immédiate des luttes : d'expérience directe plus ou moins partagée, le mouvement anti-CPE (1) risque d'être victime de toutes les déformations imaginables. L'ouvrage Universités sous tension, coordonné par les militants de SUD-Étudiant, est une pierre pour nos réflexions.

Rendez-vous manqués ?

La loi sur l'égalité des Chances (LEC), dont le CPE n'était qu'un article, était présentée comme un moyen de créer des emplois pour les jeunes « désœuvrés », après les « émeutes » de novembre 2005. Le CPE était annoncé quelques mois après le Contrat nouvelle embauche (CNE), qui concernait tous les salariés. Les militants les plus radicaux ont donc essayé d'organiser le lien entre le CPE, la lutte de la jeunesse (scolarisée ou non) et les travailleurs. Les médias se sont réjouis des quelques images de rackets de téléphones portables en fin de manifestations, en les présentant comme du « racisme anti-blanc » ou une fracture entre jeunes « petits bourgeois » luttant contre leur déclassement et « jeunes de banlieues » qui auraient bénéficié du CPE.

Auto-organisation

La mobilisation a été une expérience de « politique par en bas » pour des dizaines de milliers de jeunes. Bousculant le tempo de l'intersyndicale, elle a été rythmée par les assemblées générales, et les dates

de mobilisation appelées par les coordinations nationales étudiantes. Les logiques de délégation du pouvoir ont été cassées par la volonté des jeunes de parler en leur nom propre, et au combat de nombreux militants politiques et syndicaux.

Alors que l'idéologie dominante oppose d'emblée radicalité et massification, l'auto-organisation a prouvé la possibilité d'une radicalisation de masse. Les blocages de routes ou de voies ferrées n'ont pas été le fait de quelques « décideurs » professionnels mais de dizaines de milliers de personnes. Les manifestations appelées par les coordinations nationales étudiantes ont rassemblé plusieurs fois jusqu'à 500 000 jeunes !

L'union syndicale Solidaires a à un moment donné fait inviter des représentants de la coord à l'intersyndicale nationale, relayant en partie la pression de la jeunesse sur les bureaucraties. Cependant, le mouvement a en partie augmenté la respectabilité de Solidaires, ce qui n'est pas allé sans un certain renforcement de son institutionnalisation.

Le CPE a été retiré... Mais la précarité est toujours là. Le « tous ensemble » des jeunes et des travailleurs est toujours aussi nécessaire et à construire, sans espoir que ce soient les bureaucraties syndicales et la gauche « traditionnelle » qui s'en chargent.

Questions de stratégie

Le mouvement a été riche d'enseignements : les questions stratégiques qui d'habitude préoccupent un petit milieu ont pu être débattues largement et



testées. Ces débats sont encore d'actualité. La jonction étudiants/travailleurs n'a pas pris la forme de l'hostilité des travailleurs envers les étudiants « petits bourgeois » comme en Mai 68. Mais le manque d'implantation et la faiblesse numérique des anticapitalistes dans les bastions ouvriers a quand même pesé contre l'extension du conflit. La déconnexion des mots d'ordre des coords, appelant à la grève générale alors que le monde ouvrier n'était pas mobilisé, était également patente. Un débat est apparu dans les facs entre un « syndicalisme de lutte », visant à construire une radicalité de masse, et une volonté de propagande par l'exemple et l'action minoritaire. Ces débats traversent l'extrême-gauche au sens large. De la Tendance pour une UNEF unitaire et démocratique (tendance de gauche de l'UNEF) à la CNT en passant par la FSE, SUD-Étudiant, le NPA et LO, les multiples expériences gagnent à être confrontées et partagées.

Stan (Comité jeunes Tolbiac)

(1) *Projet de contrat permettant à des entreprises d'embaucher des jeunes de moins de 26 ans avec deux ans de période d'essai*

L'étincelle anticapitaliste
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste

Directeur de publication : Jean Baptiste Tondu

Impression : Rotographie - Montreuil.

Numéro ISSN : en cours.

Numéro de commission paritaire : en cours.

Tirage: 1000 exemplaires.

ABONNEZ-VOUS !
à Tout est à nous !



Retraite anticipée pour Sarkozy et Woerth !
CASSE-ROLE D'HONNEUR

**CONTACT-JEUNES@npa2009.ORG OU ENVOYEZ VOS COORDONNÉES
à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil**